ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 juillet 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant statut des candidats militaires du cadre actif", a donné le 18 juillet 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 16 juli 1990 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader", heeft op 18 juli 1990 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATIONS DE FORME.

Le projet, dans son ensemble, appelle les observations de légistique suivantes :

1. Il ne se justifie pas d'utiliser la division d'un article en paragraphes lorsqu'aucun de ceux-ci ne compte au moins deux alinéas, une énumération en 1E, 2E, 3E ... ne formant en principe qu'un seul alinéa.

La remarque vaut notamment pour les articles 2, 7, 11, 12, 13, 17, 18, 20, 22, 30, 45 (article 44 en projet), 49 (article 1er en projet), 52 (article 20nonies en projet), 60, 61 et 62.

En conséquence, les références aux paragraphes doivent être remplacées par des références aux alinéas.

2. Lorsque le dispositif fait référence à un autre article de la même loi, il n'y a pas lieu d'ajouter, après l'article visé, les mots "de la présente loi".

La remarque vaut notamment pour les articles 3, 4, 7, 9, 10, 16, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 62 et 63.

3. Lorsqu'un alinéa comporte une énumération en 1E, 2E, 3E, il ne convient pas de l'interrompre par un alinéa complétant un élément de l'énumération.

La remarque vaut notamment pour l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 5,E et pour l'article 35 (article 5 en projet).

4. Lorsque le dispositif fait référence à une autre loi, il s'impose de citer celle-ci avec tous les éléments de l'intitulé dans l'ordre usuel.

On écrira donc, par exemple,

-à l'article 11 : "Loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire ";

-à l'article 18 et à l'article 56 (article 1er en projet) : "Lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962";

-aux articles 40, 59, 60 et 62 : "Loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées".

5. L'emploi de la double conjonction "et/ou" est incorrect.

Le texte néerlandais du projet laisse à désirer sur certains points, notamment en ce qui concerne la correc-tion de la langue et l'emploi cohérent de la terminologie.

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 2.

A l'article 2, § 1er, devenant alinéa 1er, il faut écrire :

"Art. 2. Sont candidats :

1E les Belges, militaires ...;

2E(le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis)".

Article 7.

De l'accord de l'officier délégué, le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Les chapitres I à V ainsi que les Chapitres VII et IX ne s'appliquent pas aux musiciens militaires".

Article 9.

A l'alinéa 1er, il convient d'écrire in fine du texte français "ainsi que des besoins des forces armées".

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Le ministre de la Défense nationale fixe chaque année et par catégorie de formation ...".

Article 10.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 2E, 6E et 7E, il y a lieu de remplacer les mots "sans préjudice" par les mots "en plus".

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, 2E, doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

De plus, au 2E, il faut remplacer les mots "des conditions en 1E" par les mots "des conditions visées au 1E".

La même remarque vaut pour le 7E.

A la fin du paragraphe 1er, il faut insérer un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Le Roi organise les épreuves visées à l'alinéa 1er, 4E et 5E, et en fixe les conditions de participation".

Par voie de conséquence, il faut supprimer au 4E et au 5E la phrase "Le Roi organise cette épreuve et en fixe les conditions de participation;".

Article 11.

Il serait plus clair de rédiger la phrase introductive comme suit :

"Pour être agréé comme candidat officier de carrière ou de complément, il faut satisfaire aux conditions suivantes :".

La même observation vaut pour les articles 12, § 1er, et 13, § 1er.

Article 15.

Les deux paragraphes devenant des alinéas doivent être inversés.

Article 16.

De l'accord de l'officier délégué, la fin de l'alinéa 1er du paragraphe 1er doit être rédigée comme suit :

"... peut être admis à contracter un engagement ou un rengagement en qualité de candidat".

Article 21.

Il y a lieu d'étendre le paragraphe 5 aux volontaires de l'armée. De l'accord de l'officier délégué, le texte suivant est proposé :

"§ 5. Le candidat militaire de carrière visé aux articles 11, § 2, 12, § 2, 1E, et § 3 ainsi qu'à l'article 13, § 2, peut être nommé au grade le moins élevé d'officier, de sous-officier ou de volontaire de carrière, selon le cas, avec effet rétroactif à la date fixée par le Roi".

Article 24.

De l'accord de l'officier délégué, la fin de la première phrase du paragraphe 4 doit être rédigée comme suit :

"... obtenir de l'autorité militaire désignée par le Roi l'autorisation de suivre une nouvelle formation d'un autre type".

Article 25.

A la suite du vote par les Chambres législatives de la loi modifiant l'article 14 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et au statut du personnel des forces armées et de l'accord de l'officier délégué, l'article 25 du projet devrait, après la sanction par le Roi de ladite loi, comporter un second alinéa rédigé comme suit :

"Lorsque les cas de perte de la qualité de candidat visé à l'alinéa 1er s'appliquent à des militaires âgés de moins

de 18 ans, célibataires et non émancipés, ceux qui exercent à leur égard l'autorité parentale en sont avisés, par lettre recommandée à la poste, par le ministre de la Défense nationale ou par l'autorité militaire désignée par ce dernier".

La raison d'être de cette adaptation est que la loi du 13 juillet 1976 contenant cette modification sera abrogée par l'article 58, 5E, du présent projet.

Article 26.

Au paragraphe 4, dernier alinéa du texte français, on écrira : "Toutefois, le candidat ...".

D'autre part, dans la deuxième proposition de la phrase, dans le texte français, il faut écrire : "; dans ce cas, il ...".

Article 29.

A l'alinéa 1er, 5e ligne, il y a lieu de remplacer les mots "comme prévu" par le mot "visé".

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 30.

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, à la fin, il y a lieu d'écrire : "... interessés, les documents sociaux nécessaires".

Article 31.

Le texte néerlandais des paragraphes 1er et 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

De l'accord de l'officier délégué, il convient d'insérer entre les paragraphes 4 et 5 de l'article 31, un paragraphe 5 rédigé comme suit :

"§ 5. Les militaires qui servent en vertu des dispositions du présent article sont soumis aux lois coordonnées sur les pensions militaires".

Au paragraphe 5, qui devient le paragraphe 6, il y a lieu d'écrire :

"Le Roi arrête les règles applicables aux militaires visés aux paragraphes 1er, 2 et 3".

Chapitres VIII et IX

Le projet contient deux chapitres distincts, l'un le chapitre VIII portant des dispositions modificatives et l'autre le chapitre IX portant des dispositions abrogatoires.

Cette division assez classique présente en l'espèce deux inconvénients :

1Ecertaines dispositions abrogatoires figurent dans le chapitre des dispositions modificatives (articles 37, 38, 41, 43 et 57);

2Eles lois des 1er mars 1958, 27 décembre 1961, 12 juillet 1973 et 13 juillet 1976 sont visées deux fois : d'une part pour des modifications, d'autre part, pour des abrogations.

Il est proposé de fusionner ces deux chapitres en un chapitre VIII intitulé "Chapitre VIII - Dispositions modificatives et abrogatoires" regroupant les modifications et les abrogations relatives à une même loi.

Article 34.

Il faut écrire :

"Art. 34. A l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 1er mars 1958 ...".

Article 36.

Selon l'officier délégué, il y a lieu d'omettre le 2E de l'article 5 en projet, tenant compte de ce que cette disposition serait abrogée dans un autre projet de loi.

Les 3E et 4E deviennent 2E et 3E.

Articles 37, 38 et 43.

L'usage recommande de remplacer le mot "supprimé" par "abrogé".

Article 39.

La disposition ne contenant qu'un seul alinéa, le signe "§ 1er" doit être omis.

Article 41.

Mieux vaut écrire à la fin de l'article "... l'alinéa 2 est abrogé".

Article 42.

Le texte néerlandais du 1E devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 45.

Le texte néerlandais de l'article 44 en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 47.

Dans la phrase introductive, le mot "modifié" doit être remplacé par les mots "y inséré".

Article 52.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 52. Il est inséré dans la même loi un chapitre VIter, comprenant les articles 20sexies à 20nonies, rédigé comme suit :".

Article 53.

Conformément à la phrase liminaire, il faut écrire dans l'article en projet : "Art. 21bis".

Le texte néerlandais du 4E de l'article 21bis en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 54.

La phrase introductive de l'article 37 en projet devrait être rédigée comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 57.

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 57. A l'article 11 de la loi du ..., sont apportées les modifications suivantes :

1E le signe "§ 1er" est supprimé;

2E les paragraphes 2, 3 et 4 sont abrogés".

D'autre part, selon l'officier délégué, il faut insérer, après l'article 57, un article nouveau rédigé comme suit :

"Art. 58. L'article 35, § 3, de la même loi est abrogé".

Article 58 (devenant l'article 59).

Sous réserve de l'observation qui a été proposée quant à la fusion des dispositions modificatives et abrogatoires, il convient de tenir compte, dans les dispositions abrogatoires, des précisions suivantes qui doivent être visées :

-l'article 10 de la loi du 1er mars 1958 a été modifié par les lois des 26 juillet 1962 et 13 juillet 1976;

-dans la loi du 27 décembre 1961, l'article 12 a été modifié par la loi du 13 juillet 1976 et les articles 40bis, 40ter, 40quinquies et 70ter ont été insérés par la même loi;

-dans la loi du 12 juillet 1973, les articles 20bis, 20ter et 20quinquies ont été insérés par la loi du 13 juillet 1976.

Au surplus, au 2E, de l'accord de l'officier délégué, il faut abroger dans la loi du 1er mars 1958 non seulement les articles 6 et 10, mais également l'article 80bis y inséré par la loi du 18 février 1987.

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, dient de Raad van State er zich toe te bepalen de volgende opmerkingen te formuleren.

OPMERKINGEN OVER DE VORM.

Bij het ontwerp in zijn geheel zijn de volgende wetgevingstechnische opmerkingen te maken :

1. Het is niet gerechtvaardigd een artikel in paragrafen in te delen wanneer deze niet uit ten minste twee leden bestaan, met dien verstande dat het bij een nummering met 1E, 2E, 3E, ... in beginsel slechts om één lid gaat.

De opmerking geldt met name voor de artikelen 2, 7, 11, 12, 13, 17, 18, 20, 22, 30, 45 (het ontworpen artikel 44), 49 (het ontworpen artikel 1), 52 (het ontworpen artikel 20nonies), 60, 61 en 62.

Bijgevolg moeten de verwijzingen naar de paragrafen worden vervangen door verwijzingen naar de leden.

2. Wanneer er in het bepalend gedeelte wordt verwezen naar een ander artikel van dezelfde wet, behoeft men de woorden "van deze wet" niet op het bedoelde artikel te laten volgen.

De opmerking geldt met name voor de artikelen 3, 4, 7, 9, 10, 16, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 62 en 63.

3. Wanneer een lid een opsomming bevat met 1E, 2E, 3E, behoort het niet te worden onderbroken door een lid ter aanvulling van een punt van de opsomming.

De opmerking geldt met name voor artikel 10, § 1, eerste lid, 5E, en voor artikel 35 (het ontworpen artikel 5).

4. Wanneer er in het bepalend gedeelte wordt verwezen naar een andere wet, moet deze met het volledige opschrift in de gebruikelijke volgorde worden vermeld.

Men schrijve bijvoorbeeld,

-in artikel 11 : "Loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire";

-in artikel 18 en artikel 56 (het ontworpen artikel 1) : "Dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962";

-in de artikelen 40, 59, 60 en 62 : "Wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht".

5. Het gebruik van de voegwoordcombinatie "en/of" is niet correct.

De Nederlandse tekst van het ontwerp laat op een aantal punten te wensen over, met name wat de correctheid van de taal en de consequentie in de terminologie betreft.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

In artikel 2, § 1, dat het eerste lid wordt, schrijve men :

"Art. 2. Kandidaat zijn :

1E de Belgen, al dan niet militairen ...;

2Ede beroepsmilitairen die ... opgenomen te kunnen worden ...
(voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het beter is paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te redigeren :

"De hoofdstukken I tot V en de hoofdstukken VII en IX zijn niet toepasselijk op de militaire muzikanten".

Artikel 9.

In het eerste lid schrijve men aan het slot van de Franse tekst : "ainsi que des besoins des forces armées".

In het tweede lid schrijve men :

"De Minister van Landsverdediging bepaalt jaarlijks en per vormingscategorie ...".

Artikel 10.

De bepaling onder 2E van paragraaf 1, eerste lid, zou als volgt gesteld moeten worden :

"2Ede kandidaten bedoeld in artikel 2, § 1, 1E, van deze wet en die voldoen aan de voorwaarden bepaald onder 1E, kunnen bovendien slechts aanvaard worden met het oog op het volgen van een opleiding die leidt tot opneming in een personeelscategorie van de beroepsmilitairen;".

De bepalingen onder 6E en 7E dienen analoog te worden geredigeerd.

Verder moeten in 2E de woorden "de voorwaarden in 1E" worden vervangen door de woorden "de voorwaarden bedoeld in 1E".

Dezelfde opmerking geldt voor 7E.

Aan het slot van paragraaf 1 behoort er een tweede lid te worden ingevoegd dat als volgt luidt :

"De Koning organiseert de in het eerste lid, 4E en 5E, bedoelde examens en stelt de deelnemingsvoorwaarden vast".

In 4E en 5E behoort bijgevolg de zin "De Koning organiseert deze proef en legt de deelnemingsvoorwaarden vast" te vervallen.

Artikel 11.

De inleidende volzin zou duidelijker geredigeerd zijn als volgt :

"Om als kandidaat-beroepsofficier of als kandidaat-officier van het aanvullingskader te worden aangenomen, moet men aan de volgende voorwaarden voldoen :".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 12, § 1, en 13, § 1.

Artikel 15.

De volgorde van de twee paragrafen die leden worden, moet worden omgekeerd.

Artikel 16.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het slot van het eerste lid van paragraaf 1 als volgt wordt geredigeerd :

"... kan iedere Belg dienst nemen of weder dienst nemen als kandidaat".

Artikel 21.

Het toepassingsgebied van paragraaf 5 moet worden uitgebreid tot de vrijwilligers bij het leger. De volgende tekst wordt voorgesteld en de gemachtigde officier is het daarmee eens :

"§ 5. De kandidaat-beroepsmilitair bedoeld in de artikelen 11, § 2, 12, § 2, 1E, en § 3, alsook in artikel 13, § 2, kan met terugwerking tot de door de Koning bepaalde dag worden benoemd in de laagste graad van officier, onderofficier of beroepsvrijwilliger, naar gelang van het geval".

Artikel 24.

Het slot van de eerste zin van paragraaf 4 dient als volgt te worden geredigeerd; de gemachtigde officier is het hiermee eens :

"... van de door de Koning aangewezen militaire overheid toestemming krijgen om een ander type van opleiding te genieten".

Artikel 25.

Nu de wet tot wijziging van artikel 14 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren

en de statuten van het personeel van de krijgsmacht door de Wetgevende Kamers is goedgekeurd, zou artikel 25 van het ontwerp, in overeenstemming met de mening van de gemachtigde officier, na de bekrachtiging van de zoëven genoemde wet door de Koning een als volgt luidend tweede lid moeten bevatten :

"Wanneer de gevallen van verlies van de hoedanigheid van in het eerste lid bedoelde kandidaat van toepassing zijn op ongehuwde en niet ontvoogde militairen die minder dan 18 jaar oud zijn, worden zij die jegens hen het ouderlijk gezag uitoefenen hiervan bij ter post aangetekende brief door de Minister van Landsverdediging of door de door de laatstgenoemde aangewezen militaire overheid in kennis gesteld".

De reden van die aanpassing is dat de wet van 13 juli 1976 waarin die wijziging vervat is, bij artikel 58, 5E, van het onderhavige ontwerp zal worden opgeheven.

Artikel 26.

In de Franse tekst van paragraaf 4, laatste lid, dient te worden geschreven : "Toutefois, le candidat ...".

Daarenboven schrijve men in de tweede nevengeschikte zin van de volzin : "; in dat geval gelden ...".

Artikel 29.

Op de elfde regel van het eerste lid dienen de woorden "zoals bepaald" te worden vervangen door het woord "bedoeld".

Bovendien schrijve men op de derde regel "deze wet" in plaats van "onderhavige wet".

Artikel 30.

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men aan het slot : ... weggaan, de nodige sociale documenten".

Artikel 31.

Paragrafen 1 en 2.

De term "gesproten" zou vervangen moeten worden door de term "voortgekomen".

Tussen de paragrafen 4 en 5 van artikel 31 zou een zoals hierna volgt luidende paragraaf 5 ingevoegd moeten worden; de gemachtigde officier is het hiermee eens :

"§ 5. De militairen die krachtens de bepalingen van dit artikel dienen, zijn onderworpen aan de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen".

In paragraaf 5, die paragraaf 6 wordt, dient te worden geschreven :

"De Koning bepaalt de regels die toepasselijk zijn op de militairen bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 3".

Hoofdstukken VIII en IX.

Het ontwerp bevat twee afzonderlijke hoofdstukken, namelijk hoofdstuk VIII dat wijzigingsbepalingen bevat en hoofdstuk IX dat opheffingsbepalingen bevat.

Aan die vrij klassieke indeling zijn in casu twee nadelen verbonden :

1E sommige opheffingsbepalingen staan in het hoofdstuk over de wijzigingsbepalingen (artikelen 37, 38, 41, 43 en 57);

2Ede wetten van 1 maart 1958, 27 december 1961, 12 juli 1973 en 13 juli 1976 worden tweemaal geciteerd : enerzijds wat de wijzigingen betreft, anderzijds wat de opheffingen betreft.

Voorgesteld wordt deze beide hoofdstukken samen te voegen tot een hoofdstuk VIII met als opschrift "Hoofdstuk VIII - Wijzigings- en opheffingsbepalingen", dat de wijzigingen en de opheffingen die op een zelfde wet betrekking hebben zou samenbrengen.

Artikel 34.

Men dient te schrijven :

"Art. 34. In artikel 1, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958 ...".

Artikel 36.

Volgens de gemachtigde officier dient 2E van het ontworpen artikel 5 te vervallen, in aanmerking genomen dat die bepaling in een ander wetsontwerp zou worden opgeheven.

3E en 4E worden 2E en 3E.

Artikelen 37, 38 en 43.

In overeenstemming met hetgeen gebruikelijk is wordt aanbevolen het woord "geschrapt" te vervangen door het woord "opgeheven".

Artikel 39.

Aangezien de bepaling slechts één lid omvat, moet het teken "§ 1" vervallen.

Artikel 41.

Het zou beter zijn aan het slot van het artikel te schrijven : "... het tweede lid opgeheven".

Artikel 42.

In de bepaling onder 1E schrijve men "ter uitvoering van" in plaats van "in uitvoering van". Deze opmerking geldt ook voor de overige artikelen van het ontwerp waar deze uitdrukking wordt gebruikt.

Artikel 45.

In het ontworpen artikel 44 schrijve men "muzikant derde klasse" en "muzikant vierde klasse", in plaats van "muzikant van derde klasse" en "muzikant van vierde klasse".

Artikel 47.

De inleidende volzin zou als volgt gesteld moeten worden :

"In artikel 70bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 52.

De inleidende volzin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 52. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk VIter ingevoegd, dat de artikelen 20sexies tot 20nonies omvat en als volgt luidt :".

Artikel 53.

In overeenstemming met de inleidende volzin schrijve men in het ontworpen artikel : "Art. 21bis".

Bovendien behoort men in het ontworpen artikel 21bis, 4E, te schrijven :

"4Eslagen voor een vergelijkend wervingsexamen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 54.

De volzin die het ontworpen artikel 37 inleidt zou als volgt gesteld moeten worden :

"Art. 37. Als officier van het aanvullingskader kunnen worden aanvaard :".

Artikel 57.

De bepaling dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 57. In artikel 11 van de wet van ..., worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1Ehet teken "§ 1" vervalt;

2Ede paragrafen 2, 3 en 4 worden opgeheven".

Daarenboven moet volgens de gemachtigde officier na artikel 57 een als volgt luidend nieuw artikel worden ingevoegd :

"Art. 58. Artikel 35, § 3, van dezelfde wet wordt opgeheven".

Artikel 58 (dat artikel 59 wordt).

Onder voorbehoud van de opmerking die ten aanzien van de samenvoeging van de wijzigings- en opheffingsbepalingen is gemaakt, is het dienstig om, wat de opheffingsbepalingen

betreft, acht te slaan op de hierna volgende nadere gegevens die in de verwijzingen moeten worden verwerkt :

-artikel 10 van de wet van 1 maart 1958 is gewijzigd bij de wetten van 26 juli 1962 en 13 juli 1976;

-in de wet van 27 december 1961 is artikel 12 gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976 en zijn de artikelen 40bis, 40ter, 40quinquies en 70ter ingevoegd bij dezelfde wet;

-in de wet van 12 juli 1973 zijn de artikelen 20bis, 20ter en 20 quinquies ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976.

Bovendien dienen, wat de bepaling onder 2E betreft, in de wet van 1 maart 1958 niet alleen de artikelen 6 en 10 te worden opgeheven, maar ook artikel 80bis, dat in die wet is ingevoegd bij de wet van 18 februari 1987; de gemachtigde officier is het hiermee eens.

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. P. FINCOEUR.